Les agents de la SNCF et de la RATP ont rejeté les négociations-trahison proposées par B.Thibault (CGT)
Sarkozy (+206%) martèle : « *je ne reculerai pas* » et envoie ses flics tabasser les étudiants en grève.
L'enjeu est crucial, et l'Elysée l'a fait savoir :

« *si on ne fait pas cette réforme des régimes spéciaux, autant tout arrêter car nous n'en ferons aucune* »

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a en effet planifié au compte des capitalistes français dans les mois qui viennent la « réforme du marché du travail » accroissant la précarité et facilitant les licenciements, une nouvelle « réforme » des retraites avec l'allongement à 41, puis 42 annuités pour tous et la baisse des pensions, la casse du statut de la fonction publique avec ses traductions immédiates aux Finances, à l'Hôpital public et dans l'enseignement public.

Pour Sarkozy et Fillon, ouvrir la voie à ces « réformes » exige de briser les régimes spéciaux. Voilà pourquoi le gouvernement, le patronat, la majorité UMP, relayés par leurs chiens de garde médiatiques, sont acharnés à en finir avec la grève à la SNCF et la RATP. Mais la vérité exige de dire que le gouvernement comptait et compte surtout sur la politique des dirigeants syndicaux. A la veille de la grève, B.Thibault et D. Le Reste (suivis par les autres directions syndicales) ont en effet pris l'initiative de se rendre au ministère poignarder la grève dans le dos en « échange » de « négociations tripartites » dans chaque entreprise. Le ministre Bertrand a pu déclarer publiquement, sans démenti, « *j'attends tout simplement que l'on fasse ce qui m'a été dit dans mon bureau, à savoir que l'on appelle à la suspension du conflit* ». C.Guéant, conseiller spécial de Sarkozy, a carrément remercié Thibault ! Ces « négociations », a précisé Bertrand, ne peuvent remettre en cause la « réforme »-destruction des régimes spéciaux, la liquidation des 37,5 annuités, point d'appui de tous les travailleurs contre l'allongement de la durée de leur cotisation retraite.

En exigeant maintenant l'arrêt de la grève pour reprendre les concertations, le gouvernement, flanqué de ses agents de la CFDT, apporte la démonstration éclatante que le « dialogue social » est le terrain des briseurs de grève.

Mais les travailleurs de la SNCF et de la RATP se sont opposés à la manœuvre de Thibault. Ils ont rejeté la position de la direction confédérale des « négociations d'entreprise », conspué même les tenants de cette position en Assemblée générale. Ils ont reconduit leur grève et interdit jusqu'ici aux directions des syndicats CGT SNCF et RATP d'appeler à la reprise. Mais ils se battent dans des conditions hostiles. Ils sont fragilisés en particulier par la « grève reconductible » localement et par tranches de 24 heures, donc, une grève morcelée ce qui laisse les mains libres aux appareils syndicaux. C'est pourquoi, dans plusieurs attachements de la RATP s'est exprimée et a été votée l'exigence que les dirigeants syndicaux CGT, FO, etc. refusent toute négociation d'entreprise, et qu'ils appellent à la grève générale jusqu'au retrait du projet gouvernemental. Alors que le gouvernement propose d'ouvrir ces « négociations » dès mercredi, la volonté des travailleurs doit s'imposer, non celle des directions syndicales : **aucune négociation, grève jusqu'au retrait !**

Les cheminots, les travailleurs de la RATP, aspirent aussi à briser l'isolement dans lequel les confinent l'ensemble des appareils syndicaux et auquel contribuent sur leur propre plan le PCF et le PS (qui est pour la liquidation des régimes spéciaux). Voilà pourquoi nombre d'entre eux ont en ligne de mire la journée du 20 novembre, choisie par les directions des syndicats de la fonction publique pour une journée d'action à l'occasion du vote du budget, lequel supprime près de 23 000 postes, gèle les salaires des fonctionnaires, et octroie 15 nouveaux milliards de cadeaux aux patrons alors que le retour à 37,5 annuités pour tous coûterait 6 milliards selon les centrales syndicales.
Mais les mêmes directions syndicales de la fonction publique sont engagées dans les quatre « conférences » sur la fonction publique du gouvernement, qui sont un instrument préparant la casse du statut annoncée dès le 19 septembre par Sarkozy. Combattre contre les suppressions de poste, pour le rattrapage du pouvoir d'achat implique de boycotter ces conférences !

Le 20 novembre manifesteront également les étudiants, qui se sont engagés par dizaines de milliers dans la grève pour l'abrogation de la loi Pécresse dite « LRU », loi de privatisation de l'enseignement supérieur public.
Ils ont face à eux le gouvernement, ses flics, les présidents d'université et leurs conseils d'administration qui ont déjà engagé la mise en œuvre de cette loi. Dans cette situation tendue et périlleuse, plusieurs centaines d'étudiants de Clermont-II réunis en Assemblée générale ont indiqué la voie du débouché : ils se sont adressés aux directions syndicales de l'enseignement supérieur, d'abord à celle de l'Unef, pour **qu'elles exigent l'abrogation de la loi, rompent les discussions avec le gouvernement et dans les CA, et appellent à la grève générale des universités** !

Cheminots, agents de la Ratp, étudiants, sont en première ligne face au gouvernement Sarkozy-Fillon. Ils ne doivent pas rester isolés : l'ensemble des travailleurs doit pouvoir intervenir à leurs côtés pour faire capituler le gouvernement !
Les dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF ont la possibilité et les moyens d'appeler dans l'unité, tant qu'il en est temps, à la grève pour :

La manifestation centrale, nationale, de millions de travailleurs et de jeunes à Paris, au siège du pouvoir, sur le mot d'ordre

RETRAIT DES « REFORMES » SARKOZY !

(aux confédérations, aux fédérations des transports, d'organiser la descente à Paris)

Paris, le 17 novembre